



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHROM IMPEC

ZONE INDUSTRIELLE EIFFEL
20 22 RUE EIFFEL
77220 Gretz-Armainvilliers

Référence : E4/25- *2493*
Code AIOT : 0006501186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement CHROM IMPEC implanté 20-22 rue Eiffel 77220 Gretz-Armainvilliers. L'inspection a été annoncée le 05/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection entre dans le plan pluriannuel de l'inspection. Une attention particulière a été apportée sur les suites des dernières visites d'inspections réalisées sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHROM IMPEC
- 20-22 rue Eiffel 77220 Gretz-Armainvilliers
- Code AIOT : 0006501186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHROM IMPEC est une société spécialisée dans la protection et le traitement des métaux par polissage, nickelage, chromage et/ou cuivrage des pièces mécaniques ou aéronautiques.

L'installation est classée au titre des rubriques 3260, 4110-2, 4120-2 et 4130-2 et est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 340 du 15/12/2009.

Il s'agit d'un site à enjeux qui a fait l'objet de plusieurs inspections ces dernières années.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	Autre du 07/03/2024	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
3	Installations électriques	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.2.3	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	Registre d'élimination des déchets	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 5.3.7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
8	Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.3.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
9	Conformité au dossier de demande d'autorisation	AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
10	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, articles 4.5.2.1 à 4.5.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Interdiction d'activités au-	AP de Mise en Demeure du	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	dessus des installations	13/05/2024, article 1		
4	Moyens d'intervention contre les risques	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.5.2	/	Sans objet
5	Prélèvements et consommations d'eau	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 4.1.1	/	Sans objet
6	Surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 15/12/2009, article 3.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, l'exploitant doit apporter des réponses sur les points suivants : inventaire des substances ou préparations dangereuses, installations électriques, registre d'élimination des déchets, consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents, conformité au dossier de demande d'autorisation et surveillance de la qualité des eaux souterraines.

L'inspection des installations classées a constaté que la société CHROM IMPEC respecte les dispositions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 relatif à l'interdiction d'activités au-dessus des installations, et qu'il respecte donc l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/05/2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Autre du 07/03/2024
Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire des substances ou préparations dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/01/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2025
Prescription contrôlée : <p>Par courrier préfectoral du 07/03/2024, Monsieur le préfet demandait à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, sous 3 mois, l'inventaire de substances ou préparations dangereuses et le classement ICPE de ses installations mis à jour avec l'ajout du nouveau bain de</p>

nickelage chimique.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents demandés par courrier préfectoral du 13/03/2025. Par mail du 14/05/2025, l'exploitant avait indiqué à l'inspection ne pas comprendre la demande faite, demande qui lui a été réexpliquée lors de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour son inventaire de substances ou préparations dangereuses et le classement ICPE de ses installations avec l'ajout du nouveau bain de nickelage chimique notamment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Interdiction d'activités au-dessus des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/05/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction d'activités au-dessus des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/01/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2025
Prescription contrôlée : La société CHROM IMPEC (SIREN n° 582101259) qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ-ARMAINVILLIERS (77220), est mise en demeure de respecter, dans un délai de six mois, les dispositions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2009 qui prévoit « L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités. ».
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le logement au-dessus de l'atelier a été libéré. L'inspection considère que l'exploitant a satisfait aux prescriptions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 et qu'il respecte donc l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/05/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant devra remédier à ces déficiences dans les plus brefs délais. Il conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été effectuée le 12/05/2025 par Socotec. Le rapport de vérification fait état de 12 observations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de la levée des observations mentionnées dans le rapport de vérification des installations électriques de 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Moyens d'intervention contre les risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle et maintien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les extincteurs ont été vérifiés le 11/03/2025. Les portes coupe-feu, le désenfumage et le Système de Sécurité Incendie ont été vérifiés le 26/09/2025. Les rapports afférents à ces vérifications ne font l'objet d'aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau. Les prélèvements d'eau dans le réseau public qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux stricts besoins de l'activité et par conséquent aux quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Origine de la ressource : réseau public- Consommation maximale annuelle : 400 m³ Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau. En particulier, ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) lorsqu'il existe. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.
Constats : Depuis l'installation d'un compteur d'eau au niveau de l'atelier fin 08/2023, la consommation d'eau est de 131 m3. La consommation d'eau estimée sur 12 mois est donc inférieure à 400 m3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu et périodicité des contrôles
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur : <ul style="list-style-type: none">- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;- les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Les débits issus de chaque exutoire sont également mesurés et une estimation des émissions diffuses est réalisée selon la même périodicité. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent. Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport du contrôle des rejets atmosphériques de 2025 pour les rejets des bains de cyanure, chrome et nickel. Les résultats sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Registre d'élimination des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 5.3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'élimination des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un registre de l'expédition des déchets dangereux qu'il produit ou détient conformément à l'arrêté ministériel du 07/07/2005.

Ce registre contient a minima les informations suivantes :

- > la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement fixant la nomenclature des déchets ;
 - > la date d'enlèvement ;
 - > le tonnage des déchets ;
 - > le bordereau de suivi de déchets émis ;
 - > la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15/07/1975 ;
 - > le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;
 - > le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
 - > le nom et adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé visé à l'article R. 541-51 du Code de l'environnement ;
 - > la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;
 - > le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé visé à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement.
- Le registre visé au présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conservés sur le site pendant une durée minimale de cinq ans.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre des déchets dangereux lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place et transmettre à l'inspection le registre des déchets dangereux établi pour 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/12/2009, article 7.3.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien.) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

Constats :

L'exploitant dispose de consignes d'exploitation des installations décrivant les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux d'entretien.
Néanmoins, lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un document traçant les vérifications réalisées sur l'ensemble des installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'exploitant doit mettre en place et tenir à jour un document consignait les vérifications réalisées sur l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1

Thème(s) : Autre, Conformité à l'arrêté préfectoral
--

Prescription contrôlée :

La société CHROM IMPEC (SIREN n° 582101259) qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ-ARMAINVILLIERS (77220), est mise en demeure de respecter [...] dans un délai de six mois, les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 et de procéder à une vérification de la conformité de l'installation à son arrêté préfectoral et, le cas échéant, de présenter à l'inspection et un calendrier de résorption des non-conformités.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect de cet article.

Lors de l'inspection, il s'est engagé à procéder à la vérification de la conformité de son installation à son arrêté préfectoral en se faisant accompagner par un bureau d'études.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à une vérification de la conformité de son installation à son arrêté préfectoral et, le cas échéant, transmettre à l'inspection des installations classées un calendrier de résorption des non-conformités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, articles 4.5.2.1 à 4.5.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2024

Prescription contrôlée :

Article 4.5.2.1 : Campagnes d'analyses

Une surveillance de la nappe phréatique située au droit du site sera réalisée selon les dispositions définies ci-après :

- Au moins deux fois par an (en périodes de hautes et de basses eaux de nappe), le niveau piézométrique sera relevé et un prélèvement et une analyse des eaux souterraines seront effectués au niveau des trois piézomètres de contrôle Pz1, Pz2 et Pz3.

- Les échantillons seront analysés afin de déterminer les teneurs en cyanures totaux, chrome, cuivre et nickel. Les échantillons et prélèvements seront effectués selon la norme et les pratiques en vigueur.

- Les relevés et les prélèvements seront effectués par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement, selon les normes et pratiques en vigueur. La fréquence, la durée et les caractéristiques des prélèvements et analyses pourront être revues en accord avec l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats obtenus.

Article 4.5.2.2 : Transmission des résultats

Toute anomalie dans les résultats des relevés et analyses est signalée sans délai à l'inspection des installations classées.

Un rapport contenant les résultats des relevés et mesures prescrits ci-dessus est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant leur réalisation. Les résultats sont commentés. Le rapport fait apparaître les évolutions éventuelles de la qualité des eaux souterraines et comprend les éléments d'interprétation disponibles.

Article 4.5.2.3 : Pollution des eaux souterraines

Si les résultats des campagnes de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit en informer sans délai le Préfet et l'inspection des installations classées.

Il doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées afin de remédier à cette pollution.

Par courrier préfectoral du 30/06/2023 et suite aux non-conformités relevées lors de l'inspection du 11/04/2023, Monsieur le préfet demandait à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, sous 3 mois, les éléments demandés par courrier préfectoral du 26 décembre 2022 relatif à la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Par courriels des 7 et 25/03/2024, l'exploitant a transmis le rapport intitulé « Nivellement des trois piézomètres de surveillance des eaux souterraines, mesures, sens d'écoulement de la nappe » établi par Roc & Eau Ingénierie en 03/2024 et le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines de 03/2024 établi par le laboratoire d'analyses Cereco.

Par courrier préfectoral du 05/07/2024 et suite aux éléments transmis, Monsieur le préfet demandait à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, sous 3 mois, des éléments complémentaires.

Constats :

Aucun élément de réponse au courrier préfectoral du 05/07/2024 n'a été transmis à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit apporter les éléments demandés par courrier préfectoral du 05/07/2024 relatif à la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

